

MARCHÉ DE GESTION DU BAS DE QUAI DES DÉCHETTERIES
DOCUMENT COMMUN AUX 6 LOTS
MARCHÉ (ACCORD-CADRE) 2019_AOO_01

Pouvoir adjudicateur – Coordonnateur du Groupement de Commandes

Communauté de Communes Terres Toulouses

SIRET 200 070 563 00057

Rue du Mémorial du Génie

CS 40325 Écrouves

54201 TOUL CÉDEX

Standard : 03.83.43.23.76

Télécopie : 03.83.64.90.42

Profil d'acheteur :

<http://terrestoulouses.e-marchespublics.com>

Adresse internet générale :

<http://terrestoulouses.com>

Représentée par Fabrice CHARTREUX,
Président de la Communauté de Communes
Terres Toulouses (RPA) ou son représentant
dûment habilité.

Renseignement d'ordre administratif :

Pôle Finances et Commande Publique

Élisabeth DELOGE

e.deloge@terrestoulouses.com

Téléphone : 03.83.64.90.44

Renseignement d'ordre technique :

Pôle Environnement

Stéphane BOEGLIN

s.boeglin@terrestoulouses.com

Téléphone : 03.83.43.84.36

*Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte
d'autres pouvoirs adjudicateurs :*

OUI – COVALOM (Société Publique Locale pour la Gestion des
Déchets pour la Communauté de Communes de Moselle et Madon et
de la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud
Toulous)

Marché passé en application des articles :

- L2124-1 et L2124-2, R2124-1 et R2124-2-1°,
R2131-16-1° et R2131-17, R2161-2 à R2161-5
(procédure d'appel d'offres ouvert) et L2125-1-1°,
R2121-8, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-
14 (accord-cadre sans minimum et sans maximum
et un opérateur économique) du Code de la
Commande Publique 2019

Décisions d'assemblées :

Délibérations n° 2018-06-36 en date du
13 Décembre 2018 et n° 2019-02-05 du
28 Février 2019 du Conseil Communautaire
CC2T

Résolution en date du 11 Décembre 2018 du
Conseil d'Administration COVALOM

Date d'envoi de l'avis à la publication :

Lundi 15 avril 2019

**Date et heure limite de réception des candidatures
et des offres (« Do ») :**

Jeudi 16 mai 2019 à 12H00

Demandes d'informations complémentaires :

Avant lundi 6 mai 2019 à 12h00

(Do - 10 jours)

Réponses du pouvoir adjudicateur :

Avant vendredi 10 mai 2019 à 12h00

Délai de validité des offres :

120 jours à compter de la date limite de réception des
offres Do, soit le jeudi 12 septembre 2019

**Important : les communications ultérieures et transmissions de
documents complémentaires s'effectueront par voie
dématérialisée sous la forme d'un courrier électronique, et ce,
quelle que soit la modalité de remise de pli choisie par le
candidat. Aussi, une adresse de messagerie électronique valide
devra impérativement être communiquée.**

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION ET STRUCTURE DU MARCHÉ.....	2
CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE LA CONSULTATION	5
3. OBTENTION DU D.C.E., MODIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS.....	6
4. MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES	7
5. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
6. EXAMEN DES PLIS ET CRITÈRES D'ATTRIBUTION	9
7. PIÈCES À REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU	11
8. VOIES DE RECOURS.....	12
ANNEXE 1 CONTENANT LES CADRES DE NOTE MÉTHODOLOGIQUE POUR CHAQUE LOT	13
ANNEXE 2 DÉTAIL DU CALCUL DES COÛTS KILOMÉTRIQUES (POUR LES LOTS TRAITEMENT DES DÉCHETS DE DÉCHETTERIES)	15



Seules des offres dématérialisées et déposées sur la plateforme DEMATIS (profil acheteur de la collectivité <http://terrestouloises.e-marchespublics.com>) peuvent être remises et seules ces offres dématérialisées seront acceptées.

1. OBJET DE LA CONSULTATION ET STRUCTURE DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet l'exécution **des prestations liées aux différents composants de la gestion du bas de quai des déchetteries et plateformes de la Communauté de Communes Terres Toulaises et de la COVALOM.**

Les sites concernés sont précisés au C.C.T.P.

Le présent marché de services appartient à la catégorie des marchés de « services de voirie et enlèvement des ordures : services d'assainissement et services analogues » (Catégorie de services : 16).

La présente procédure d'appel d'offres ouvert est soumise aux dispositions des articles L2124-1 et L2124-2, R2124-1 et R2124-2-1°, R2131-16-1° et R2131-17, R2161-2 à R2161-5 de la Commande Publique 2019 (procédure d'appel d'offres ouvert).

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre **sans minimum et sans maximum** (selon l'article R2162-4 3° du Code de la Commande Publique 2019) et un opérateur économique (en application de l'article L2125-1-1° du Code de la Commande Publique 2019).

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles (selon l'article R2162-2 2^{ème} alinéa du Code de la Commande Publique 2019). Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (selon les articles R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique), émis par le Pouvoir Adjudicateur selon les besoins. Chaque bon de commande, valant ordre de service, précise les prestations dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité et le délai d'exécution.

En application des articles L2113-1-1° et L2113-6 à L2113-7 du Code de la Commande Publique 2019 (ancien article n° 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics), le marché fait l'objet d'un groupement de commandes dont le coordonnateur désigné est la Communauté de Communes Terres Toulaises.

Ce groupement de commandes est formé de la Communauté de Communes Terres Toulaises et de la COVALOM [Société Publique Locale – administrée à part égale, par ses deux collectivités actionnaires que sont la CCMM (Communauté de Communes de Moselle et Madon) et la CCPCST (Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais)].

La convention constitutive du groupement prévoit que chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, signe le marché et s'assure de sa bonne exécution.



À noter :

La présente consultation présente trois variantes exigées à l'initiative de l'acheteur à réponse obligatoire :

- **LOT N°1 : La variante n° 1-01 consiste à la mise à disposition d'un quai de transfert pour le déchargement, le stockage et le rechargement du plâtres en vue du massification**
- **LOT N°5 : La variante n° 5-01 consiste à la collecte et au traitement des bouteilles de gaz et extincteurs**
- **LOT N°5 : La variante n° 5-02 consiste à la mise en place d'un contenant pour la collecte et le traitement des déchets amiantés**

et une variante à l'initiative de l'acheteur à réponse facultative :

- **LOT N°6 : La variante n° 6-01 consiste à la mise à disposition d'un quai de transfert pour le déchargement, le stockage et le rechargement du plâtres en vue du massification**

Le variante obligatoire exigée à l'initiative de l'acheteur – conformément aux articles R2151-9 et R2151-10 du Code de la Commande Publique 2019 - sera obligatoirement proposée et chiffrée par les candidats. Les modalités de présentation et d'analyse seront précisées dans les documents de la consultation.

Durée du marché :
La durée du marché (accord-cadre) ainsi que le délai d'exécution sont fixés à l'Acte d'Engagement et au C.C.A.P.

Les prestations de la présente consultation sont réparties en 6 lots désignés dans le tableau ci-après et dont les prestations s'entendent selon le descriptif succinct du tableau dénommé ci-dessus.

Chacun des lots fera l'objet d'un accord-cadre. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

N° du lot	Désignation	Prestations attendues	Nomenclature communautaire		Durée du marché
			Classification principale	Classification complémentaire	
1	Location, rotation et transport des bennes de déchets non dangereux des déchetteries et plateformes	Mise à disposition, enlèvement et transport des bennes pour : - déchets « ultimes » (tout venant), bois, gravats, cartons, déchets verts, ferrailles, plâtre, bennes de réserve.	90000000-7 (Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement)	90512000-9 (Services de transport des ordures ménagères) 44613700-7 (Bennes à déchets) 90513000-6 (Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux)	4 ans fermes du 01/07/2019 au 30/06/2023
2	Recyclage et valorisation du bois des déchetteries	Traitement des déchets bois issus des déchetteries intercommunales ; Recyclage/valorisation du bois, hors Eco-Mobilier, dans des filières appropriées et dans le respect de la réglementation en vigueur et à venir.	90000000-7 (Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement)	90513000-6 (Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux) 90514000-3 (Services de recyclage des ordures ménagères)	1 an ferme du 01/07/2019 au 30/06/2020 + reconduction 3 fois 1 année soit une échéance au 30/06/2023
3	Recyclage et valorisation des gravats des déchetteries	Traitement des déchets des gravats issus des déchetteries intercommunales ; Recyclage/valorisation des gravats dans des filières appropriées et dans le respect de la réglementation en vigueur et à venir.	90000000-7 (Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement)	90513000-6 (Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux) 90514000-3 (Services de recyclage des ordures ménagères)	1 an ferme du 01/07/2019 au 30/06/2020 + reconduction 3 fois 1 année soit une échéance au 30/06/2023
4	Valorisation des déchets verts des déchetteries et plateformes	Traitement des déchets verts issus des déchetteries communautaires et des bennes des communes + broyage et criblage des déchets verts des plateformes (+ enlèvement + traitement pour une seule plate-forme) ; Recyclage/valorisation des déchets verts dans des filières appropriées et dans le respect de la réglementation en vigueur et à venir.	90000000-7 (Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement)	90513000-6 (Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux) 90514000-3 (Services de recyclage des ordures ménagères)	1 an ferme du 01/07/2019 au 30/06/2020 + reconduction 3 fois 1 année soit une échéance au 30/06/2023
5	Collecte et transport des déchets dangereux spéciaux des déchetteries	<u>Collecte</u> (* Mise à disposition des contenants respectant les prescriptions de la réglementation en vigueur (ICPE) pour la collecte des Déchets Diffus Spécifiques (DDS) hors Eco-DDS + entretien. * Enlèvement des contenants), <u>transport</u> (des contenants vers les lieux de traitement ou de transit, conformément aux dispositions du code de la route et de la réglementation sur les transport des déchets dangereux) <u>et traitement des Déchets Dangereux Spécifiques (DDS), hors Eco-DDS</u> issus des déchetteries communautaires, dans des filières appropriées et dans le respect de la réglementation en vigueur et à venir.	90000000-7 (Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement)	90512000-9 (Services de transport des ordures ménagères) 90523000-9 (Services d'élimination de déchets toxiques, excepté déchets radioactifs et sols contaminés) 90514000-3 (Services de recyclage des ordures ménagères)	4 ans fermes du 01/07/2019 au 30/06/2023
6	Transport et traitement du plâtre et dérivés	Transport (massification) depuis un quai de transfert et traitement du plâtre et de ses dérivés issus des déchetteries intercommunales dans une unité agréée et respectueuse de la législation sur les ICPE.	90000000-7 (Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement)	90512000-9 (Services de transport des ordures ménagères) 90513000-6 (Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux) 90514000-3 (Services de recyclage des ordures ménagères)	4 ans fermes du 01/07/2019 au 30/06/2023

2. CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE LA CONSULTATION

Les candidats devront apporter toute précision nécessaire et faire toute proposition utile s'ils constatent un manque ou une erreur dans le cahier des charges remis.

Les candidats ont l'obligation de présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Variantes à l'initiative du candidat :

Les variantes à l'initiative du candidat sont interdites (article R2151-8-1^{er} du Code de la Commande Publique 2019).

Visite des lieux d'exécution du marché :

La visite du site n'est pas obligatoire mais vivement recommandée. Le candidat peut s'y rendre lui-même.

Il est rappelé au candidat que le dépôt d'une offre implique de sa part une bonne connaissance du site et des installations existantes, permettant notamment:

- d'appréhender les contraintes spécifiques éventuelles (difficulté d'accès, matériel adapté...),
- d'évaluer le temps nécessaire à la réalisation des prestations et les coûts associés afin d'établir son offre financière.

Aucune revendication liée à une méconnaissance des lieux ne pourra être opposée lors de l'exécution du marché. Il est de surcroît établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant l'ouverture du chantier sont réputés connus du candidat et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

Reprise du personnel :

Il appartient aux candidats de tenir compte dans l'élaboration de leur offre de l'obligation de reprise de tout ou partie du personnel susceptible de s'imposer à eux en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'aider les candidats à apprécier la portée de cette obligation de reprise du personnel, les membres du groupement porte à la connaissance des candidats l'état du personnel actuel affecté sur les différentes prestations objet du marché.

Ces informations figurent à cet effet aux annexes du C.C.T.P. du lot n° 1.

Remise d'échantillons :

Sans objet.

Audition des candidats :

Il n'est pas prévu d'audition des candidats.

Groupements d'opérateurs économiques :

Dans le cadre aux articles R2142-21 et R2142-22 du Code de la Commande Publique 2019, il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, ou en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Si le candidat pressenti pour la passation du marché a présenté son offre sous la forme d'un groupement conjoint, il lui sera demandé de réaliser sa transformation en groupement solidaire préalablement à la notification du marché, cette transformation étant nécessaire à la bonne exécution du marché.

Conditions particulières d'exécution :

Les lots n° 1, 2, 3, 4 et 6 de cette consultation comportent une condition particulière d'exécution visée par l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique 2019 : **une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.**

La Communauté de Communes Terres Toulaises dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique 2019 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Cette clause est applicable aux lots identifiés dans

l'annexe n° 1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 1.6. du C.C.A.P. précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Un dispositif d'accompagnement a été mis en place pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce dispositif est identifié à l'article 1.6. du C.C.A.P..

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2113-12 à L2113-16 et R2113-7 à R2113-8 du Code de la Commande Publique 2019.

3. OBTENTION DU D.C.E., MODIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS

La consultation de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) et le téléchargement du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sont accessibles gratuitement et sur le profil d'acheteur figurant en page de garde : <http://terrestouloises.e-marchespublics.com>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats informatiques courants.

Le DCE comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (R.C.) – commun à tous les lots,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) – commun à tous les lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) – pour chacun des lots,
- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes dont le bordereau de prix unitaires (B.P.U.) et le devis quantitatif estimatif (D.Q.E.) – pour chacun des lots.

Les différentes pièces du dossier sont réputées être acceptées sans aucune modification.

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Dans l'hypothèse d'un retrait anonyme, il conviendra de revenir sur la plateforme de dématérialisation avant la date limite de réception des plis pour vérifier si le dossier a été mis à jour, et/ou s'il y a eu des questions - réponses qui n'auraient pas pu être envoyées du fait de l'anonymat.

Pour obtenir un identifiant et un mot de passe sur la plateforme de dématérialisation, il est nécessaire de disposer d'une adresse électronique valide qui sera utilisée pour transmettre l'identifiant, le mot de passe, ainsi que l'information de toute modification apportée au DCE après le téléchargement.

Pour toute demande de renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire dans le cadre de cette consultation et de la formulation de leur offre, les candidats devront faire parvenir une demande au plus tard dans les délais figurant en page de garde. Les demandes peuvent être formulées dans les délais indiqués sur le profil d'acheteur du Pouvoir Adjudicateur ou adressées à un service figurant sur la page de garde (« Renseignement d'ordre administratif » ou « Renseignement d'ordre technique »).

Les réponses apportées seront publiées et accessibles sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, comme le dossier de consultation. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les réponses seront apportées 7 jours avant la nouvelle date limite de remise des offres.

L'acheteur public se réserve également le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation dans les mêmes délais. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Les

candidatures et offres ne prenant pas en considération les modifications apportées par l'acheteur public seront jugées inappropriées et à ce titre, éliminées.

Les candidats seront informés de la publication des questions - réponses comme de toute modification du dossier de consultation, par l'envoi d'un message à l'adresse électronique qui a été indiquée lors de l'obtention du dossier de consultation. Il est donc nécessaire de vérifier régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse électronique erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier, ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. A cet égard, le candidat est invité à ajouter l'adresse info@dematis.com comme expéditeur autorisé par son service informatique, ou à consulter le dossier « messages indésirables » de sa messagerie.

4. MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES
--

À compter du 1^{er} Octobre 2018, tous les candidats sont dans l'obligation de déposer leurs offres sous forme dématérialisée, plus aucune offre ne sera acceptée sous forme papier. Les plis papier qui seront remis ne seront pas retenus.

Par ailleurs, il n'est désormais plus obligatoire de signer les documents de candidature et d'offre au stade de la remise des offres, la signature du marché public intervenant ultérieurement, au moment de la phase d'attribution.

Il est rappelé que le candidat peut effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support papier, ou sur support physique électronique (CD-Rom, ou clé USB) comprenant les mêmes fichiers ou informations. Les documents de la copie de sauvegarde doivent également être signés. Cette copie doit parvenir

dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. La copie de sauvegarde doit obligatoirement être placée dans un pli scellé avec la mention : « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde » et le libellé du marché (MARCHÉ DE GESTION DU BAS DE QUAI DES DÉCHETTERIES – LOT(S) N° - MARCHÉ 2019_AOO_01).

Aucun envoi par courriel ne sera accepté : pour répondre sous forme dématérialisée, la personne habilitée à engager le candidat doit impérativement déposer son pli électronique sur le profil d'acheteur figurant en page de garde.

Pour pouvoir déposer une offre électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation. Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre au dernier moment et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme.

Les candidats transmettront leur réponse impérativement avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement. L'heure de dépôt retenue pour la réception de l'offre est celle du dernier octet reçu. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

En cas de difficulté pour l'utilisation des services du profil d'acheteur, les candidats sont invités à consulter les questions les plus fréquentes (<http://cctoulois.e-marchespublics.com/pack/index/faq>), contacter électroniquement le service support (http://www.e-marchespublics.com/contact_entreprises) ou appeler directement au **01 72 36 55 48**.

Attention : l'obtention d'une clé pour signature électronique peut nécessiter plusieurs semaines de délais. Aussi, pour permettre une signature électronique à l'issue de la procédure, le candidat devrait s'assurer de disposer d'un certificat de signature électronique nominatif (établi au nom de la personne ayant pouvoir d'engager l'organisme), ou engager les démarches dès la phase de remise de l'offre.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai imparti.

5. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Précisions et recommandations :

- 1) Le ou les signataires mentionnés doivent être habilités à engager le candidat.
- 2) Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
- 3) En cas de candidature déposée par un groupement d'entreprises seul le formulaire DC1, établi par le mandataire et indiquant par ailleurs la répartition des tâches entre les membres, n'est à produire qu'en un seul exemplaire ; les autres pièces doivent être produites par chaque membre.

Situation juridique et financière :

- **Formulaire DC1**, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- **Formulaire DC2**, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (notamment la copie des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire)

Ces formulaires (dans leur version mise à jour) sont disponibles sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Capacité professionnelle et technique:

Le candidat atteste qu'il possède les ressources humaines et techniques et l'expérience nécessaires pour exécuter le marché public en assurant un niveau de qualité approprié par des pièces dont la présentation est laissée à sa libre appréciation, et notamment :


- Déclaration des effectifs et leurs titres d'étude
- Déclaration des équipements techniques
- Liste des missions de même nature réalisées au cours des trois dernières années (avec date, montant, date et destinataire).
- **Autorisation de transport des déchets non dangereux (lot n° 1) ;**
- **Autorisation de traitement des déchets non dangereux (lots n° 2 à 4 et 6)**
- **Autorisation de transport et de traitement des déchets dangereux (lot n° 5).**
- En application des articles R2144-3 et R2144-4 du Code de la Commande Publique 2019, la vérification des candidatures ne sera opérée que pour les candidats potentiellement attributaires des marchés.

Éléments exigés au titre de l'offre :

L'offre du candidat devra obligatoirement comprendre les pièces suivantes (projet de marché) :

- * **l'Acte d'Engagement (et ses annexes) complété(es)**

Ces documents devront être remplis en intégralité et sans modification, sous peine d'irrégularité et donc d'élimination de l'offre.

 Pour établir leur offre, les candidats des lots n° 2 à 4 et 6 doivent obligatoirement se référer à l'annexe n° 2 du présent R.C. où figure le détail du calcul des coûts kilométriques induits estimés.

- * **la note méthodologique : un cadre de note méthodologique est fourni en annexe n° 1 au présent R.C. pour chaque lot.**

N.B. : les C.C.A.P. et C.C.T.P. font partie intégrante de l'offre et n'ont pas être remis par les candidats. Le candidat qui répond au marché accepte ces documents sans modification.

Régularisation des offres :

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées (article R2152-1 – 1^{er} alinéa du Code de la Commande Publique 2019) Toutefois, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses (article R2152-2 du Code de la Commande Publique 2019).

La régularisation des offres irrégulières ne pourra avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres (article R2152-2 du Code de la Commande Publique 2019).

Dans cette hypothèse, les échanges se dérouleront par **courriers électroniques uniquement**. Les pièces du marché modifiées viendront alors compléter l'offre du candidat.

En l'absence de réponse d'un candidat dans le délai communiqué, son offre initiale sera considérée comme inchangée et rejetée.

Dispositions particulières aux personnes publiques candidates :

Pour que soient respectées les exigences de la libre concurrence et de l'égal accès aux marchés publics, et eu égard à l'avis « Société Jean Louis Bernard Consultant » rendu le 8 novembre 2000 par le Conseil d'État (n°222208), il est demandé à toute personne publique candidate de bien vouloir confirmer par écrit, à l'appui de son offre :

⇒ d'une part, que le prix proposé par elle est déterminé en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du marché,

⇒ d'autre part, qu'elle n'a pas bénéficié, pour le prix qu'elle propose, d'un avantage découlant des ressources ou des moyens qui lui sont attribués au titre de sa mission de service public,

et de faire parvenir à l'appui de son offre tous les éléments justificatifs qu'elle jugera appropriés.

L'attention des personnes publiques candidates est attirée sur le fait que l'impossibilité pour la commune d'établir le respect des exigences ci-dessus rappelées entraînera le rejet de leurs offres.

6. EXAMEN DES PLIS ET CRITÈRES D'ATTRIBUTION

L'instance de décision, dénommée ci-après le décisionnaire, est :

La Commission d'Appel d'Offres.

Examen des plis :

Les offres seront analysées en amont des candidatures. Il est rappelé que les offres irrégulières peuvent devenir régulières à l'issue de leur régularisation lorsqu'il est fait usage de cette faculté par l'acheteur (dans les conditions indiquées précédemment), sous réserve qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Jugement des offres :

Les offres des candidats seront analysées pour établir un classement des offres (notées sur 100 par ordre décroissant) par application des critères de jugements des offres ci-contre. Sur cette base, le décisionnaire retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse (l'offre la mieux classée), à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents visés à l'article 7. A défaut après un délais de huit jours, son offre sera rejetée et la même demande sera faite auprès du candidat suivant dans l'ordre de classement. Le marché sera ainsi attribué au candidat le mieux classé qui aura produit toutes les attestations requises.

- Lors de l'examen des offres, le décisionnaire se réserve la possibilité de se faire communiquer toutes décompositions ou sous-détails de prix, qu'il estimera nécessaire.
- Une mise au point des composants du marché peut être opérée sans que les modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles du marché.

Critères de jugement des offres :
Prix des prestations : pondéré à 60 %
Valeur technique de l'offre : pondérée à 40 %

Jugement du critère « Prix » :

Pour les lots n° 1 et 5

Ce critère sera jugé au vu des pièces annexés à l'Acte d'Engagement.

Après avoir écarté les offres anormalement basses, inacceptables, inappropriées ou irrégulières, la note est obtenue par le rapport entre le moins-disant et l'offre considérée multiplié par 60 (arrondi arithmétique à deux décimales).

Pour les lots n° 2 à 4 et 6

Ce critère sera jugé au vu des pièces annexés à l'Acte d'Engagement.

Après avoir écarté les offres anormalement basses, inacceptables, inappropriées ou irrégulières, la notation de l'offre du candidat (i) selon le critère de prix sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$N(i) = 60 \times [P(m) / P(i)]$ dans laquelle :

N(i) est la note financière attribuée à l'offre du candidat (i)

P(m) est le prix de l'offre la moins disante (coût total des prestations, transport compris)

P(i) est le coût total des prestations (transport compris) pour la durée du marché tel que mentionnée dans le D.Q.E. du candidat en application de la formule suivante :

$4 \times [\text{montant total annuel des prestations du lot concerné en } \text{€ H.T.} + \text{coût annuel du transport de la benne à l'exutoire}]$

Le coût de transport étant calculé comme suite : coût au kilomètre de 3,30 € estimé par les membres du groupement de commandes selon détails en annexe n° 2 du présent R.C. x distance entre la déchetterie et l'exutoire donné par le candidat x nombre de rotations estimées par an.

Discordance de prix :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix (annexe n° 1 de l'Acte d'Engagement) prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif figurant dans l'offre d'un candidat sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte pour le jugement de la consultation. Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus, l'offre sera éliminée.

Jugement du critère « Valeur Technique » :

Après analyse, chaque sous-critère ci-dessous énuméré se verra attribuer par candidat une note allant de 0 à 10 selon la grille suivante :

Note	Qualificatif
0	Non renseigné
1	Très médiocre
2	Médiocre
3	Insuffisant
4	Passable
5	Moyen
6	Satisfaisant
7	Assez bon
8	Bon
9	Très bon
10	Excellent

Pour tous les lots n° 1 à 6 :

La note du sous-critère sera ensuite pondérée par un coefficient tel que défini ci-dessous, la somme de ces résultats constituant la note globale du critère « Valeur Technique » :

Sous-critères de la Valeur Technique	Pondération	Coefficient
Organisation détaillée du service et moyens matériels et humains mis en œuvre pour la réalisation des prestations et de la gestion des incidents	30 %	3
Communication et relation avec le Maître d’Ouvrage	5 %	0,5
Performances en matière de développement durable	5 %	0,5

Précisions sur les critères d'analyse des offres avec variantes :

- Les variantes exigées à l'initiative de l'acheteur sont des solutions alternatives (pouvant se substituer à l'offre de base) et seront analysées et classées comme suit :

(Dans un premier temps, le pouvoir adjudicateur compare séparément les offres conformes à la solution de base et les variantes proposées. Dans un second temps, celui-ci compare l'offre la plus intéressante en solution de base et la meilleure offre variante. Le marché est attribué à l'offre de base ou l'offre variante économiquement la plus avantageuse. Ainsi, l'offre choisie est celle qui obtient la meilleure note de l'ensemble des offres, conformes à la solution de base ou variantes.)

Sélection des candidatures

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, seront éliminés les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner à un marché, ne produisent pas les pièces exigées ou ne disposent pas des capacités techniques pour exécuter les prestations concernées.

Abandon de la procédure

Conformément aux articles R2185-1 et R2185-2 du Code de la Commande Publique 2019, l'acheteur public se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la consultation.

7. PIÈCES À REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

1. justifiera ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique 2019 (il pourra utiliser à cet effet le formulaire NOTI1) ;
2. devra signer l'acte d'engagement.

Dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier électronique, le candidat dont l'offre est la mieux classée devra remettre son acte d'engagement dûment signé ou le signer électroniquement (modalités précisées en page suivante) et fournir les éléments justifiant sa situation, et notamment :

- les attestations officielles attestant de sa moralité fiscale et sociale
- la copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire
- un extrait Kbis ou équivalent datant de moins de 3 mois
- une attestation d'assurance civile et/ou décennale en cours de validation

En cas de groupement, le mandataire devra transmettre les documents ci-dessus pour chaque membre du groupement.

A défaut de production de ces éléments, l'offre du candidat sera rejetée et la même demande sera formulée auprès du candidat suivant dans le classement des offres (application de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique 2019).

Le cas échéant, la notification du marché par l'acheteur public pourra être opérée sous forme dématérialisée.

Signature électronique des offres :

Les opérateurs économiques doivent signer électroniquement les pièces de leur dépôt en présentant un certificat de signature électronique (scanner un document signé n'est pas valable). Ce certificat doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement. L'outil de signature est fourni par la plateforme e-marchespublics.com (l'entreprise pouvant cependant utiliser son propre outil de signature). Suite à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, seuls les certificats RGS** (niveau minimum) ou RGS*** sont acceptés.

Les prestataires de certification électronique qualifiés doivent appartenir soit :

- à la liste tenue à jour par la DGME consultable ici : <http://www.lsti-certification.fr> (recommandé),
- à la liste européenne tenue à jour par la commission européenne consultable ici : https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf.

Il est rappelé que la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat (représentant légal ou délégation de pouvoir) pour chaque document sur lequel une signature est exigée. La signature d'un fichier compressé (type « zip ») ne vaut pas signature de l'ensemble des documents qu'il contient.

8. VOIES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Nancy
5 place de la Carrière – C.O. n° 20038
54036 NANCY CÉDEX
Téléphone : 03.83.17.43.43
Télécopieur : 03.83.17.43.50
greffe.ta-nancy@juradm.fr

Précision concernant les délais d'introduction des recours :

* Tout intéressé peut contester un manquement éventuel aux obligations de publicité et de mise en concurrence par le biais d'un référé précontractuel (article L 551-1 du code de justice administrative) jusqu'à la signature du marché objet de la présente procédure.

* Tout intéressé dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication des actes détachables du marché objet de la présente procédure pour contester ceux-ci par le biais d'un recours pour excès de pouvoir. Toutefois, les concurrents évincés à l'obtention du marché se verront opposer l'irrecevabilité de leur recours dès lors que le marché aura été signé. (articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, Conseil d'État, 16 juillet 2007, Société TROPIC Travaux Signalisation, Req. n° 291545).

* Tout intéressé dispose d'un délai de 31 jours à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, de l'avis d'attribution du contrat, pour contester un manquement éventuel aux obligations de publicité et de mise en concurrence, dans le cadre d'un référé contractuel (article L 551-13 du code de justice administrative), sauf pour le requérant à avoir saisi le juge du référé précontractuel. En outre, un référé contractuel ne pourra pas être engagé si le pouvoir adjudicateur procède à la publication d'un avis de transparence volontaire ex ante au JOUE et respecte un délai de 11 jours entre cette publication et la signature du marché (*procédure formalisée*).

* Tout concurrent évincé dispose d'un délai de 2 mois à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, de l'avis d'attribution du contrat, pour contester le marché dans le cadre d'un recours de plein contentieux (Conseil d'Etat CE Ass., 04 Avril 2014, Tarn-et-Garonne n° 358994)

ANNEXE 1 CONTENANT LES CADRES DE NOTE METHODOLOGIQUE POUR CHAQUE LOT

LOT N° 1

CONTENU ATTENDU DE LA NOTE METHODOLOGIQUE

1/ Organisation détaillée du service et détails des moyens humains et matériels

- Description générale de la prestation de mise à disposition des bennes et de leur rotation et de transport des produits récoltés jusqu'au(x) centre(s) de tri/traitement dédié(s)
- Les moyens matériels utilisés (descriptif technique et photo, âge des bennes ...)
- Les effectifs et formation du personnel pour réaliser la prestation
- Méthodologie d'organisation du travail et planification des activités notamment en cas de jours fériés en semaine
- Protocole et plan de sécurité en vigueur dans l'entreprise et en particulier sur le site envisagé
- Curriculum vitae du chef d'équipe ou équivalent

2/ Communication et relation avec le Maître d'Ouvrage

- Modalités et moyen de communication mis en œuvre (plate-forme informatique, ...)
- Modalités de transmission des informations et moyens d'échange avec le Maître d'Ouvrage

3/ Performances en matière de développement durable

- Description générale de la politique prise en faveur de l'environnement par l'entreprise et les cibles et objectifs proposés sur le site envisagé
- Certification du site
- Les caractéristiques environnementales des véhicules qui seront utilisés (niveau

sonore, carburant utilisé, consommation de chaque véhicule, émissions gazeuses, énergie du lève conteneur ...)

- Mesures prises pour protéger l'environnement dans le cadre de la réalisation de la prestation

LOTS N° 2 À 4 ET 6

1/ Organisation détaillée du service et détails des moyens humains et matériels

- Description générale de la prestation de recyclage et valorisation des déchets valorisables
- Prescriptions de tri des valorisables (déchets acceptés au-delà des prescriptions du C.C.T.P.)
- Mode et lieu de recyclage, présentation détaillée de la filière
- Jours et horaires d'ouverture du centre de traitement
- Organisation des contrôles des pesées
- Méthodologie et outils proposés pour le contrôle des livraisons
- Détails des flux potentiellement valorisables sur le centre de tri adéquat
- Gestion des déchets non pris en charge et modalités de gestion
- Organisation des prestations en cas d'incident : proposition d'un autre site de traitement et modalités organisationnelles pour le transfert de tonnes à traiter
- Protocole et plan de sécurité en vigueur dans l'entreprise
- Présentation du mode d'acheminement et du lieu de stockage du compost pour la livraison gratuite annuelle (lot n° 5 exclusivement)
- Curriculum vitae du responsable d'exploitation ou équivalent

2/ Communication et relation avec le Maître d'Ouvrage

- Modalités et moyen de communication mis en œuvre (plate-forme informatique, ...)
- Modalités de transmission des informations et moyens d'échange avec le Maître d'Ouvrage

3/ Performances en matière de développement durable

- Description générale de la politique prise en faveur de l'environnement par l'entreprise et les cibles et objectifs proposés sur le site envisagé
- Certification du site
- Actions engagées en faveur de la minimisation des déchets ultimes et maximisation des réemplois
- Mesures prises pour protéger l'environnement dans le cadre de la réalisation de la prestation

LOT N° 5

1/ Organisation détaillée du service et détails des moyens humains et matériels

- Description générale de la prestation de mise à disposition des contenants, de leur rotation et de transport des produits récoltés jusqu'au(x) centre(s) de tri/traitement dédié(s)
- Description générale de la prestation de recyclage et valorisation des déchets valorisables
- Prescriptions de tri des valorisables (déchets acceptés au-delà des prescriptions du C.C.T.P.)
- Mode et lieu de recyclage, présentation détaillée de la filière
- Jours et horaires d'ouverture du centre de traitement
- Organisation des contrôles des pesées
- Méthodologie et outils proposés pour le contrôle des livraisons
- Détails des flux potentiellement valorisables sur le centre de tri adéquat

- Gestion des déchets non pris en charge et modalités de gestion
- Organisation des prestations en cas d'incident : proposition d'un autre site de traitement et modalités organisationnelles pour le transfert de tonnes à traiter
- Protocole et plan de sécurité en vigueur dans l'entreprise
- Présentation du mode d'acheminement et du lieu de stockage du compost pour la livraison gratuite annuelle (lot n° 5 exclusivement)
- Curriculum vitae du responsable d'exploitation ou équivalent

2/ Communication et relation avec le Maître d'Ouvrage

- Modalités et moyen de communication mis en œuvre (plate-forme informatique, ...)
- Modalités de transmission des informations et moyens d'échange avec le Maître d'Ouvrage

3/ Performances en matière de développement durable

- Description générale de la politique prise en faveur de l'environnement par l'entreprise et les cibles et objectifs proposés sur le site envisagé
- Certification du site
- Actions engagées en faveur de la minimisation des déchets ultimes et maximisation des réemplois
- Mesures prises pour protéger l'environnement dans le cadre de la réalisation de la prestation

ANNEXE 2 DÉTAIL DU CALCUL DES COÛTS KILOMÉTRIQUES (POUR LES LOTS TRAITEMENT DES DÉCHETS DE DÉCHETTERIES)

1/ POSTE DE DÉPENSE RELATIF AU PERSONNEL

Chauffeur : 28 k€/an

1 chauffeur par équipe, soit : 28 k€/an/équipe

1 610 heures de travail annuelles par salarié, soit : **17,4 €/heure**

2/ POSTE DE DÉPENSE RELATIF AU MATÉRIEL DE COLLECTE

Achat d'un camion de collecte de déchetterie amorti et financé sur 5 ans : 35 k€/camion

Les frais de maintenance et d'assurance de véhicule (5% par an du coût d'achat) reviennent à environ 7,5 k€/an/camion.

Les frais liés à l'utilisation d'une benne ramenée à l'heure d'utilisation sont donc :

$(35 + 7,5) / 1\,610 =$ **26,4 €/heure**

3/ POSTE DE DÉPENSE RELATIF AU CARBURANT

Consommation moyenne d'une benne : 50 litres/100km

Vitesse moyenne : 50 km/h

Soit 25 litres consommés par heure de fonctionnement

Prix du carburant : 1,5 €/litre

On a donc $25 \times 1,5 =$ **37,5 €/heure**

4/ COÛT D'UN ÉQUIPAGE

$17,4 + 26,4 + 37,5 =$ **81,3 €/heure**

5/ ESTIMATION DE LA PÉNALITÉ DUE AU TRANSPORT

À raison d'une vitesse de 50 km/h, on a : $81,3/50 = 1,63$ €/km

Pour intégrer l'aller et retour, il faut multiplier ce résultat par 2, d'où : **3,3 €/km A/R**